



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIERES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015-2016

POUR QUE **JUSTICE** SOIT FAITE



ASF Canada

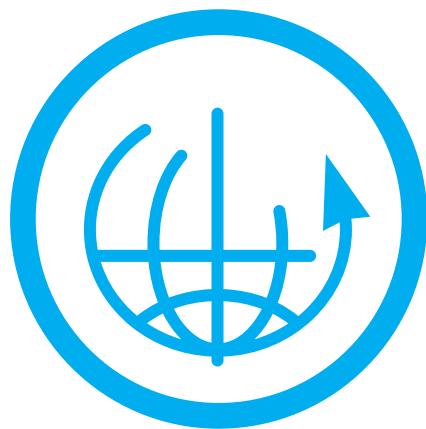
© Avocats sans frontières Canada pour toutes les photos de ce rapport.

Merci à Aldo Fernandez Comparini pour la photo p. 7, Levon Sevunts et a RCI pour la photo p. 9 et à Marcel Carrière, Luc Pariseau et Ivan Boiarski pour les photos p. 23.

Couverture : *La Maison de la mémoire*, photo prise par l'équipe d'ASFC le 27 aout 2016 à l'occasion d'une visite effectuée dans la zone humanitaire de Cano Manso, (département du Choco, Colombie), afin d'y rencontrer des victimes de déplacement force et d'aborder avec elles la mise en oeuvre des engagements pris à leur égard par les autorités.

Table des matières

| | |
|--|----|
| MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL | 3 |
| ASFC DANS LE MONDE | 5 |
| ASFC EN ACTION | 6 |
| FAIRE DE LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ UNE RÉALITÉ | 6 |
| <i>Esclavage sexuel: un jugement historique</i> | 6 |
| <i>Soutien aux victimes du conflit armé colombien</i> | 7 |
| <i>Régime Duvalier: une affaire loin d'être terminée</i> | 8 |
| <i>En appui aux victimes d'un massacre au Honduras</i> | 8 |
| DÉFENDRE LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE | 9 |
| AGIR AU PLUS PRÈS DES VICTIMES GRÂCE À L'AIDE JUDICIAIRE | 10 |
| <i>Contrer la détention abusive des femmes et mineurs en Haïti</i> | 10 |
| <i>Accès à la justice des femmes victimes du conflit au Mali</i> | 10 |
| CONTRIBUER À LA PAIX ET À LA RÉCONCILIATION PAR LA JUSTICE TRANSITIONNELLE | 11 |
| <i>Prévention, justice et réconciliation au Mali</i> | 11 |
| <i>Enfin la paix en Colombie?</i> | 12 |
| REFORCER LES CAPACITÉS DES PARTENAIRES ET BÉNÉFICIAIRES PAR LA FORMATION JURIDIQUE PRATIQUE | 13 |
| <i>Former et semer les vocations par les concours de plaidoirie</i> | 13 |
| <i>Une formation unique pour jeunes stagiaires</i> | 13 |
| FAVORISER L'ENGAGEMENT | 14 |
| <i>Les coopérants volontaires: une précieuse ressource pour le développement</i> | 14 |
| <i>Partager, sensibiliser et mobiliser</i> | 15 |
| PUBLICATIONS | 16 |
| ÉQUIPE ASFC | 18 |
| Conseil d'administration | 18 |
| L'équipe du siège | 18 |
| Stagiaires | 19 |
| Coopérant-e-s volontaires | 19 |
| Les équipes sur le terrain | 20 |
| <i>Colombie</i> | 20 |
| <i>Guatemala</i> | 20 |
| <i>Haïti</i> | 20 |
| <i>Mali</i> | 20 |
| BÉNÉVOLES | 21 |
| GROUPES UNIVERSITAIRES | 22 |
| CLINIQUES ET PROGRAMMES UNIVERSITAIRES | 22 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | 23 |
| INFORMATION FINANCIÈRE | 24 |
| DONATEURS | 25 |



ASF
Canada

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour Avocats sans frontières Canada (ASFC), la période du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016 couverte par le présent rapport constitue une année de consolidation et de croissance.

ASFC a en effet cette année renforcé ses programmes, ses partenariats, ses finances et ses ressources humaines. L'organisation a aussi ouvert des chantiers dans de nouveaux pays comme le Honduras, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Maroc et la Tunisie par le biais entre autres de son programme de coopération volontaire *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF). Avec une équipe renouvelée et des programmes solidement ancrés sur le terrain, ASFC entamera en 2017 son 15^{ème} anniversaire sous des auspices favorables. Et ce, au bénéfice des victimes d'injustice et de violations des droits humains – notamment les femmes et les filles – qui sont au cœur de la mission de l'organisation.

ASFC n'a toutefois pas été épargnée par les évènements tragiques qui ont marqué le monde durant l'année. Malgré un contexte sécuritaire difficile à la suite des attentats qui ont endeuillé le pays, le programme *Justice prévention et réconciliation au Mali* (JUPREC), centré sur les femmes ayant subi des violences sexuelles et les victimes du conflit, a pu prendre son envol. ASFC a entre autres été invitée par le gouvernement malien à contribuer à l'élaboration de sa politique nationale en matière de justice transitionnelle. C'est une reconnaissance de l'expertise et de la crédibilité de l'organisation.

Il en est de même en Colombie, où ASFC a été invitée par le ministre de la Justice à participer à l'identification des mécanismes de justice transitionnelle les plus à même d'assurer le droit des victimes à la justice, à la vérité, à la non-répétition et à la réparation. La conclusion attendue des accords de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) entretient une vive lueur d'espoir pour que l'un des plus anciens et des plus sanglants conflits armés sur la planète prenne fin.

L'année 2015 - 2016 a aussi été fertile en avancées pour la lutte contre l'impunité auxquelles ASFC a contribué en collaborant avec des avocat-e-s et des organisations qui se trouvent sur la ligne de front dans des cas emblématiques de violations graves de droits humains.

Au Guatemala, ASFC a ainsi accompagné les femmes de la communauté de Sepur Zarco qui ont survécu à l'esclavage sexuel et à d'autres crimes ainsi que leurs représentantes et a concourru à la condamnation de deux militaires pour crimes contre l'humanité, homicides et disparitions forcées. Emblématique, le cas *Sepur Zarco* est le premier jugement au Guatemala qui focalise avant tout sur des crimes de violence sexuelle durant le conflit armé interne. ASFC est fière d'avoir contribué à cette victoire historique qui trace le chemin de la justice et de la dignité pour l'ensemble des femmes du Guatemala, de l'Amérique latine et du monde.

Le sensible équilibre entre la recherche de la paix et celle de la justice dans les situations post-crise a, cette année encore, conduit ASFC à intervenir régulièrement sur la scène médiatique. Ce rôle de vulgarisation, de sensibilisation et d'engagement du public, au pays comme à l'étranger, demeure au cœur des activités de l'organisation. Car dans un monde qui peut parfois sembler sombre, le combat mené par ASFC et les victoires concrètes obtenues devant la justice constituent une source d'espoir : la justice est une réalité.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué au cours de la dernière année à cet idéal. Vous trouverez dans les pages qui suivent un résumé de tout ce que vous avez aidé à réaliser.



Miguel Baz
Président



Pascal Paradis
Directeur général

GUATEMALA

Première **CONDAMNATION** par une cour nationale
DE MILITAIRES POUR ESCLAVAGE SEXUEL
dans le cas Sepur Zarco lié au conflit armé

OUVERTURES DE PROCÈS

dans des cas emblématiques d'exécutions extrajudiciaires et
d'assassinats basés sur le genre (« féminicide »)

SENSIBILISATION ET FORMATION de 441 actrices et
acteurs de la justice et de la société civile
SUR LES VIOLENCE BASÉES SUR LE GENRE

3 RAPPORTS THÉMATIQUES PUBLIÉS

AVOCAT AUTOCHTONE ASSERMENTÉ après sa formation
académique et pratique soutenue par ASFC

Partenaires: Bufete jurídico de derechos humanos de Guatemala (BDH), Centro para la acción legal en derechos humanos (CALDH), Fundación Myrna Mack (FMM), Fundación Sobrevivientes, Procuraduría de derechos humanos

Partenaires financiers: Affaires mondiales Canada – Programme de coopération volontaire, Affaires mondiales Canada – Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR)

4 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du BDH,
de CALDH et d'ASFC au Guatemala

COLOMBIE

**14 CAS EMBLÉMATIQUES DE VIOLATIONS
DES DROITS HUMAINS** commis pendant le conflit
sont soutenus par les avocat-e-s du projet

3 RAPPORTS thématiques sur des enjeux
liés à la **LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ
ET À LA JUSTICE TRANSITIONNELLE** publiés
et diffusés à l'échelle nationale et internationale

RENFORCEMENT DU CADRE NORMATIF
par deux mémoires à la Cour constitutionnelle
sur la justice militaire et le déplacement forcé

CONTRIBUTION à l'intégration du droit international
et du droit des victimes à la justice
DANS LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Partenaires: Corporación Humanas, Comisión intereclesiástica
justicia y paz, Grupo de investigación sobre las prisiones, la
política penal y la seguridad pública de Universidad de los
Andes, Fundación Comité de solidaridad con presos políticos
(FCSPP), Equipo jurídico pueblos (EJP), Corporación dignidad
y justicia, Corporación Guasimí

Partenaires financiers: Union Européenne, Affaires
mondiales Canada – Programme de coopération volontaire

3 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de
Corporación Humanas et d'ASFC en Colombie

COSTA RICA

MÉMOIRE sur le projet de loi créant
un nouveau code de procédure familiale

PROPOSITIONS LÉGISLATIVES en
faveur de la protection des enfants
et des adolescent(e)s

1 coopérant-e déployé-e auprès
de la Fundación Paníamor

HONDURAS

RENUFORCEMENT des capacités de la société
civile en matière de litige stratégique

CONTRIBUTION à l'examen préliminaire
de la situation hondurienne par le Bureau
du procureur de la Cour pénale internationale

SENSIBILISATION du public hondurien
aux disparitions forcées

3 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du Centro de
investigación y promoción de los derechos humanos
(CIPRODEH) et du Comité de familiares de détenus
disparus en Honduras (COFADEH)

HAÏTI

POURSUITE MAINTENUE contre les principaux
responsables du régime Duvalier

AIDE JURIDIQUE À 235 FEMMES ET MINEUR-E-S
en détention abusive

**MEILLEURES PRATIQUES MISES
EN APPLICATION** grâce à la production de guides
sur la représentation juridique des personnes
vulnérables et la justice des mineurs

33 PERSONNES FORMÉES
sur la justice pour les mineur-e-s

**CAPACITÉS EN LITIGE DE DROITS HUMAINS
AMÉLIORÉES** pour 22 étudiant-e-s participant
à un concours de plaidoirie

PÉROU

11 DOSSIERS DE VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS DOCUMENTÉS,

incluant une pétition soumise à la Commission
interaméricaine et un mémoire présenté à la
Cour interaméricaine

**5 OUTILS DE SENSIBILISATION
ET DE FORMATION** élaborés

2 ÉTUDES sur le travail des enfants

4 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Asociación
pro derechos humanos (APRODEH), de Capital
humano y social alternativo (CHS) et de l'Instituto
promoviendo desarrollo social (IPRODES)

Partenaires: Collectif contre l'impunité, Solidarité fanm ayisyèn
(SOFA), Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et
le développement (MOUFHED), Kay Fanm, Bureau des droits
humains en Haïti, Office de la protection du citoyen

Partenaires financiers: Ministère des Relations
internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF),
Direction du Développement et de la Coopération suisse,
Fondation connaissance et liberté – Haïti (Fokal), Affaires
mondiales Canada – Programme de coopération volontaire

3 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du Collectif
contre l'impunité, SOFA, MOUFHED et Kay Fanm

ASFC DANS LE MONDE

MAROC

2 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Association Bayti pour l'enfance en difficulté

TUNISIE

2 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Association Amal pour la famille et l'enfant

CANADA / ARABIE SAOUDITE

ÉTABLISSEMENT D'UNE BASE JURIDIQUE
pour la libération de Raïf Badawi par la rédaction et la diffusion d'un plaidoyer

**APPEL DU COMITÉ DES NATIONS UNIES
CONTRE LA TORTURE** à la révision du dossier Raïf Badawi à la suite des représentations d'ASFC

Partenaires: Barreau du Québec, Lavery

Partenaires financiers: Gouvernement du Québec, Barreau du Québec

MALI

AIDE JURIDIQUE À 93 FEMMES victimes du conflit armé

CONTRIBUTION À L'ÉMERGENCE D'UNE JUSTICE TRANSITIONNELLE
répondant aux besoins des victimes maliennes du conflit

RENFORCEMENT DE 171 ACTRICES ET ACTEURS DE LA JUSTICE par des formations juridiques et méthodologiques dispensées par des experts nationaux et internationaux

12 STAGIAIRES DU BARREAU FORMÉ-E-S
et placé-e-s en cabinet d'avocats

Partenaires: Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), École nationale d'administration publique (ÉNAP), Association malienne des droits de l'Homme (AMDH), Cabinet Diop Diallo, Women in Law and Development in Africa (WILDAF), Association pour le progrès et la défense des droits des femmes (APDF), ENDA Tiers Monde / Mali, Association des juristes maliennes (AJM), Groupe de réflexion, formation, femmes action (GREFFA)

Partenaire financier: Affaires mondiales Canada

9 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du bureau d'ASFC à Bamako

CÔTE D'IVOIRE

2 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)

■ Pays d'intervention d'ASFC

■ Pays dans lesquels ASFC déploie des coopérant-e-s volontaires en collaboration avec le Bureau international des droits des enfants dans le cadre du programme de coopération volontaire *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF)

ASFC EN ACTION

FAIRE DE LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ
UNE RÉALITÉ

QU'EST-CE QUE LE LITIGE STRATÉGIQUE?

Au cœur du travail mené par ASFC, le litige stratégique de droits humains consiste à mener des cas emblématiques de violations des droits humains devant les tribunaux nationaux et internationaux afin de créer ou d'influencer la jurisprudence de manière favorable à la réalisation effective des droits humains.

Il vise à produire un impact social à travers le droit en mettant à l'épreuve les structures juridiques existantes, en renforçant les institutions judiciaires, en soutenant le développement d'une législation et d'une interprétation du droit favorables au plein respect des droits humains et en provoquant le débat public et l'éducation citoyenne.

Le litige stratégique peut ainsi encourager des changements dans les comportements sociaux, institutionnels et culturels envers le respect des droits humains.

Esclavage sexuel: un jugement historique

Au **Guatemala**, deux militaires ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité et condamnés à de longues peines d'emprisonnement pour des crimes de viol et d'esclavage sexuel commis à l'encontre de dizaines de femmes autochtones de la communauté de Sepur Zarco.

Ce cas emblématique constitue une avancée historique. Il s'agit du premier au Guatemala portant directement sur des crimes sexuels commis pendant le conflit armé. C'est également, à l'échelle internationale, un modèle de jugement par une cour nationale d'anciens militaires pour des crimes d'esclavage sexuel.

ASFC a soutenu les victimes et leurs représentantes tout au long de cet éprouvant procès, notamment en accompagnant étroitement l'organisation *Mujeres transformando el mundo*. ASFC a également développé des outils d'information et de vulgarisation relatifs à cette affaire, et ainsi contribué à donner de la visibilité au procès et une voix à ces courageuses femmes au niveau international.

Soutien aux victimes du conflit armé colombien

En **Colombie**, ASFC a poursuivi l'accompagnement et le soutien au travail de représentation juridique des victimes du conflit armé accompli par ses partenaires avocate-s défenseur-e-s des droits humains dans le cadre de dossiers emblématiques de violations des droits humains ou des recours constitutionnels.

- Dans une affaire que suit ASFC depuis 2013 portant sur des actes de violence sexuelle à l'égard d'une femme d'origine autochtone dont sont accusés deux soldats, le procès a enfin démarré après plus de sept ans d'attente pour la victime. Le 24 juin 2016, la victime a livré son témoignage devant le tribunal, en présence de représentant-e-s d'ASFC.
- Une requête présentée par l'avocate des proches de la victime avec le soutien d'ASFC a permis d'identifier en août 2015 les restes de Herminson Pascal Pai, un homme d'origine autochtone, plus de neuf ans après sa disparition forcée.
- En août 2015, ASFC a soumis à la Cour constitutionnelle de Colombie un mémoire (*amicus curiae*) dans le cadre d'une requête en inconstitutionnalité de la réforme de la justice pénale militaire. L'arrêt de la Cour publié en mars 2016 reprend largement l'argumentaire développé par ASFC.
- À la demande de la Cour constitutionnelle elle-même, ASFC a produit un argumentaire fondé sur le droit international des migrations relatif aux obligations de l'État colombien face aux personnes déplacées de force à l'intérieur du pays.

Le suivi étroit de procédures judiciaires a permis à ASFC de faire ressortir, dans des rapports analytiques, le caractère systématique de certains types de crimes commis pendant le conflit et de faire des recommandations pour le traitement de ces affaires devant les tribunaux nationaux. Ces rapports ont servi au développement d'un dialogue avec les différentes parties prenantes, y compris gouvernementales, et ont ainsi contribué à l'évolution des politiques publiques en matière de lutte contre l'impunité, un des résultats attendus du litige stratégique.

- En septembre 2015, en collaboration avec *la Comisión interreligiosa Justicia y Paz* et le *Groupe de recherche sur les prisons, la politique pénale et la sécurité publique de l'université de los Andes*, ASFC a lancé le rapport « *Un regard sur le déplacement forcé: persécution pénale, appareils organisés de pouvoir et restitution de terre dans le contexte colombien* ».
- En décembre 2015, publication du rapport « Contributions des décisions de Justice et Paix aux droits des femmes» (*Aportes de las sentencias de Justicia y Paz a los derechos de las mujeres*) par ASFC en collaboration avec *Corporación Humanas*.
- En avril 2016, ASFC a publié un rapport (« *Estudio de casos a la luz del principio de complementariedad: Mecanismos de imputabilidad en la Justicia colombiana* ») faisant le bilan d'un travail soutenu de représentation juridique des victimes de quinze violations emblématiques des droits humains présumément commises par des membres des forces armées colombiennes et des groupes paramilitaires.



Régime Duvalier: une affaire loin d'être terminée

Malgré le décès de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, la lutte contre l'impunité – qui demeure malheureusement la règle pour le régime oppressif auquel il a présidé – est loin d'être terminée en [Haïti](#). ASFC continue d'être au cœur, en partenariat avec le Collectif contre l'impunité, des procédures judiciaires nationales en cours contre les principaux responsables du régime Duvalier. ASFC soutient les plaignant-e-s et les victimes réunies au sein du Collectif contre l'impunité pendant l'enquête que mène tant bien que mal un juge d'instruction haïtien.

La lenteur du processus et les obstacles rencontrés par les plaignant-e-s et les victimes du régime Duvalier ont incité ASFC à entretenir le dialogue avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et à préparer un recours pour pallier l'incapacité à accéder à la justice au niveau national.

En appui aux victimes d'un massacre au Honduras

Dans l'affaire «*El Tumbador*», des gardes de sécurité sont mis en cause relativement au massacre, le 15 novembre 2010, de paysans qui marchaient pour revendiquer leur droit à la terre dans un litige contre une entreprise agro-industrielle. Alors que cette affaire est appelée à être présentée devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, un conseiller juridique volontaire expert d'ASFC a contribué au renforcement des capacités de litige stratégique de dix avocat-e-s et juristes du *Comité de familiares de detenidos desaparecidos en Honduras* (COFADEH) au [Honduras](#).

Dépôt de la plainte, détermination de la stratégie juridique, constitution du dossier de preuve, argumentaire juridique et aspects procéduraux, organisation documentaire et préparation d'outils et de modèles comptent parmi les contributions concrètes d'ASFC à l'avancement de ce dossier.

Pour la responsable du litige international de COFADEH, cette mission a eu un impact très important:

« [La] transmission de connaissances et de compétences pratiques pour la préparation d'un dossier de litige stratégique, pour l'organisation et la structuration des dossiers et pour l'évaluation des stratégies juridiques sont des aspects de renforcement des capacités de l'organisation et de son personnel qui ont un effet permanent et un impact réel pour l'adoption d'attitudes proactives en faveur des victimes de violations des droits humains». (Notre traduction)



Photos de l'atelier sur le litige stratégique à Port-au-Prince. On distingue sur la photo de gauche (de gauche à droite): Pauline Lecarpentier du Bureau des Droits Humains en Haïti, de Florence Elie de l'Office de la protection du citoyen et de M. Pascal Paradis, directeur général d'ASFC.

DÉFENDRE LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE

ASFC a continué d'agir en soutien à [Raïf Badawi](#), ce blogueur emprisonné et condamné en Arabie Saoudite à 10 ans de prison et 1 000 coups de fouet.

En août 2015, ASFC a finalisé avec le Barreau du Québec et le cabinet Lavery un mémoire démontrant, tant en droit international qu'en droit saoudien, que l'Arabie saoudite a violé le droit à un procès équitable, la liberté d'expression et d'opinion et la prohibition de la torture. L'argumentaire a été transmis aux autorités saoudiennes, puis a été communiqué aux autorités canadiennes, à plusieurs agences et organes de protection des droits humains à l'échelle internationale et a finalement été rendu public le 3 novembre 2015. Le mémoire a largement été commenté par les médias, ce qui a permis de jeter un éclairage nouveau et informé sur l'affaire.

Ce mémoire a servi à l'examen de l'Arabie saoudite par le Comité des Nations Unies contre la torture à la fin du mois d'avril 2016, aux côtés de rapports provenant de plusieurs autres organisations internationales de renom. Grâce à ce document, la situation de monsieur Badawi a directement été évoquée durant cet examen, et a été mentionnée dans les recommandations officielles du Comité à l'État saoudien. Raïf Badawi demeure malheureusement emprisonné à ce jour. ASFC misera sur le canal de communication établi avec le ministère des Affaires étrangères du Canada et continuera ses efforts de plaidoyer international en faveur de la libération de monsieur Badawi.

Barreau
du Québec  lavery
Avocats Québec 



Photo de gauche: Pascal Paradis aux côtés d'Ensaf Haidar, épouse du blogueur Raïf Badawi, lors de la conférence de presse du 3 novembre 2015 à Montréal dévoilant le mémoire en faveur de sa libération. © Levon Sevunts et RCI

Photo de droite: mémoire transmis en août 2015 à diverses autorités saoudiennes et canadiennes avant d'être rendu public.

AGIR AU PLUS PRÈS DES VICTIMES GRÂCE À L'AIDE JUDICIAIRE

Contrer la détention abusive des femmes et mineurs en Haïti

Dans la continuité de son engagement des dernières années, ASFC, en partenariat avec l'Office de la protection du citoyen (OPC) et le Bureau des droits humains en [Haïti](#) (BDHH) a offert des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire à des femmes et des mineur-e-s abusivement détenu-e-s en Haïti.

- 235 femmes et mineur-e-s détenu-e-s ont pu bénéficier des services de représentation alors qu'elles se trouvaient isolées, sans ressources et oubliées du système judiciaire, souvent sans avoir vu un juge ni même avoir été accusées formellement. Ces interventions d'avocat-e-s engagé-e-s et pugnaces ont notamment permis, dans un contexte politique difficile affectant le fonctionnement de la justice haïtienne, d'obtenir la libération de 31 personnes.
- ASFC a produit un guide pratique pour combattre la détention provisoire abusive des mineur-e-s qui a été utilisé à plusieurs reprises par les avocat-e-s pour faire respecter la loi et obtenir des avancées judiciaires en faveur de mineur-e-s en situation de vulnérabilité.

Accès à la justice des femmes victimes du conflit au Mali

ASFC travaille en collaboration avec ses partenaires locaux pour offrir des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire dans le nord du [Mali](#), une zone durement touchée par le récent conflit, toujours en proie à l'instabilité et difficile d'accès. Dans ce contexte de sécurité précaire, ASFC est particulièrement fière de contribuer à l'accès à la justice de première ligne. Dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti et Ségou, près d'une centaine de femmes, mineur-e-s et autres victimes du conflit qui secoue encore le pays ont été référé-e-s à des avocat-e-s qui les représentent aujourd'hui devant les tribunaux nationaux.

56 personnes provenant de plusieurs régions du Mali, des représentant-e-s des organisations partenaires, des avocat-e-s qui prennent en charge les dossiers judiciaires de victimes et d'autres acteurs de la chaîne pénale (juges, procureurs, commissaires de police) qui interviennent auprès de ces victimes ont été formé-e-s grâce aux ateliers organisés par ASFC. Deux formations ont ainsi été données à Bamako à une trentaine de personnes chacune. La première visait à partager des expériences entre divers acteurs de la chaîne pénale. La seconde, donnée avec le concours d'une avocate canadienne, abordait la méthodologie et les outils de gestion de dossiers avec des avocat-e-s et des juristes d'organisations de la société civile. Ce dernier atelier a permis de réunir deux groupes de personnes provenant de milieux professionnels différents, qui ont pu ainsi mieux saisir les réalités de chacun.



Atelier d'ASFC sur la justice transitionnelle au Mali avec l'expert Eduardo Gonzalez, les conseillers juridiques d'organisations de la société civile malienne et les représentant-e-s d'ASFC.

CONTRIBUER À LA PAIX ET À LA RÉCONCILIATION

PAR LA JUSTICE TRANSITIONNELLE

QU'EST-CE QUE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE?

La justice transitionnelle vise à établir ou ré-établir la justice et l'État de droit à la suite de crises ayant donné lieu à de graves violations de droits humains, notamment par une combinaison de quatre types de mécanisme de justice transitionnelle: la répression pénale des crimes commis, des processus extrajudiciaires d'établissement de la vérité, des mesures de réparation et des réformes législatives et administratives en vue d'éviter la répétition de la crise.

Prévention, justice et réconciliation au Mali

Un an après la conclusion de l'accord de paix au **Mali**, ASFC contribue activement au développement de mécanismes de justice aptes à traiter les crimes commis dans le cadre du conflit armé.

Reconnue comme une des principales interlocutrices au Mali en matière de justice transitionnelle, ASFC participe activement à un dialogue de haut niveau avec les autorités maliennes. À l'invitation du ministère de la Justice du Mali, ASFC a transmis au ministre ses recommandations sur la politique nationale de justice transitionnelle portant entre autres sur l'importance de prendre en compte les points de vue et les besoins de la société civile et des victimes, notamment les femmes.

ASFC a favorisé la participation citoyenne au processus de paix et de réconciliation et a fait émerger des propositions plus collées à la réalité malienne en créant des espaces de dialogue entre plus d'une centaine de représentants de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), de l'État, d'associations de victimes, d'organisations de la société civile et même de groupes armés impliqués dans le conflit.

La Commission de vérité, justice et réconciliation et la lutte contre l'impunité est le principal mécanisme de justice transitionnelle mis en place à ce jour au Mali. Après consultation d'un large éventail d'acteurs maliens et internationaux, ASFC a produit un rapport analytique et formulé des recommandations visant à renforcer son indépendance et à lutter contre l'impunité au Mali.

Les principaux responsables de la CVJR ont bénéficié d'une formation qu'ASFC a spécialement conçue pour eux. Elle a permis de renforcer leurs capacités sur le rôle, le mandat, l'organisation du travail et le devoir de neutralité et d'indépendance d'une telle commission.

Enfin la paix en Colombie?

ASFC s'est résolument inscrite cette année dans le processus qui marque l'aboutissement des pourparlers de paix en **Colombie** entre le gouvernement et le principal groupe de la guérilla, les Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC-EP), visant à mettre un terme à plusieurs décennies de conflit armé ayant causé des millions de victimes et de graves violations de droits humains.

- ASFC, en collaboration avec ASF à Bruxelles et ses partenaires colombiens, a contribué à faire en sorte que l'État colombien respecte ses engagements internationaux en matière de lutte contre l'impunité – découlant notamment du *Statut de Rome*, le traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI) – dans les négociations et dans la préparation de l'accord de paix.
- ASFC et ses partenaires ont concouru à ce que les accords de paix prévoient, pour les crimes les plus graves commis pendant le long conflit, des enquêtes rigoureuses menant à des mises en accusation et des procédures pénales authentiques et à ce que les droits des victimes soient dûment pris en considération dans le processus de justice transitionnelle en construction.

ASFC s'est livrée à une analyse exhaustive de «l'accord préliminaire sur les victimes» conclu entre le gouvernement colombien et les FARC en décembre 2015, lequel présente les mécanismes de justice transitionnelle qui devraient permettre de traiter la situation juridique des combattants qui se sont livrés à des exactions sur la population civile. La rigueur de l'analyse d'ASFC sur les pourparlers de paix et sur d'autres enjeux cruciaux de droits humains comme le déplacement forcé et la violence basée sur le genre a été notée : ASFC a été convoquée en juin 2016 à un tête-à-tête pour présenter directement ses recommandations au ministre de la Justice de la Colombie notamment en matière de justice transitionnelle.



Table-ronde avec des représentants des communautés afrocolombiennes et autochtones victimes de déplacement forcé de Curvaradó y Jiguamiandó (Nord-Ouest de la Colombie) pour échanger sur les conclusions du rapport d'ASFC portant sur le déplacement forcé.

REFORCER LES CAPACITÉS DES PARTENAIRES ET BÉNÉFICIAIRES

PAR LA FORMATION JURIDIQUE PRATIQUE

Former et semer les vocations par les concours de plaidoirie

Les concours de plaidoirie constituent pour ASFC et ses partenaires locaux un moyen d'une redoutable efficacité pour contribuer à la formation pratique des jeunes juristes et participer à l'émergence d'une nouvelle génération d'avocat-e-s de droits humains.

- **En Haïti**, cette activité, la première du genre à l'échelle du pays, a soulevé un grand enthousiasme auprès du public. 22 finissant-e-s en droit des universités haïtiennes y ont participé. Cette formation pratique et concrète sur des enjeux cruciaux pour la justice haïtienne a aussi permis de semer les graines de possibles vocations dans un pays qui compte malheureusement trop peu d'avocat-e-s spécialisé-e-s en droits humains.
- **En Colombie** 70 étudiant(e)s en droit ont participé au concours qui s'est déroulé dans la ville de Bucaramanga (Santander), en collaboration avec l'Université industrielle de Santander (UIS) et la participation de quatre autres universités. Il a généré un réel enthousiasme et a permis de créer un espace de discussion interuniversitaire sur le droit international, la Cour pénale internationale et les droits humains, et de favoriser l'intégration des principes de droit international dans les débats concernant les négociations de paix et la justice transitionnelle.

Une formation unique pour jeunes stagiaires

Riche de son expérience de plusieurs années dans la mise en oeuvre de programmes de stage auprès d'étudiant-e-s en droit guatémaltèques, en particulier des femmes d'origine autochtone, ASFC a pu de nouveau donner l'opportunité à une jeune femme d'origine Maya Achí de réaliser un stage auprès d'un de ses partenaires, le *Bufete Jurídico Popular de Rabinal*. Elle a été encadrée professionnellement par une avocate du cabinet, elle-même ancienne stagiaire soutenue par ASFC, et a été sensibilisée aux questions de droits humains et de violence contre les femmes.

« En connaître davantage sur ce qu'ont vécu les femmes victimes de violence sexuelle m'a permis de comprendre le besoin existant de faire valoir leurs droits en justice, pour avoir la possibilité d'obtenir une réparation digne. » (Notre traduction)
Brenda Lisseth Cuxum Ixpatá

Au Mali, une douzaine de jeunes diplômé-e-s en sciences juridiques ont pu entamer un programme de stage d'une durée de onze mois auprès de trois cabinets d'avocats. Cette expérience pratique – dont on dit qu'elle est inédite au Mali dans cette forme – est accompagnée d'un programme de formation continue dispensé par les avocat-e-s maîtres de stage.



(De gauche à droite) Maroussia Lévesque (conseillère juridique volontaire, ASFC), Jacques Letang (BDHH), Sarah-Maude Belleville-Chénard (conseillère juridique volontaire, ASFC), Blaise Ndala (représentant en Haïti, ASFC) et Pauline Lecarpentier (BDHH) devant l'Université Quisqueya à Port-au-Prince, après la demi-finale des débats du concours de plaidoirie 2015-2016.



Deux candidat-e-s du concours de plaidoirie sur les droits humains à Port-au-Prince, en janvier 2016.

FAVORISER L'ENGAGEMENT

Les coopérants volontaires : une précieuse ressource pour le développement

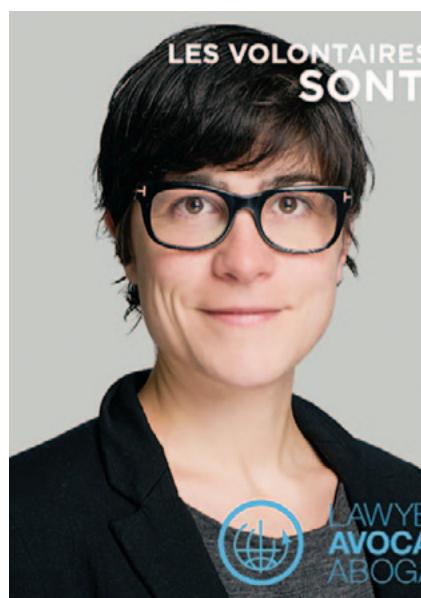
La coopération volontaire est un mécanisme par lequel ASFC, dans un esprit de renforcement de capacités et de solidarité internationale, déploie dans un cadre structuré des ressources humaines bénévoles pour la réalisation de mandats répondant aux besoins des organisations partenaires. La coopération volontaire se veut un échange réciproque – bilatéral ou multilatéral – de savoirs, d'expertises et d'expériences dans une optique de développement durable.

Au quotidien, être conseiller-e juridique volontaire implique de mettre la main à la pâte de différentes façons. Certain-e-s sont amené-e-s à participer à un atelier sur la justice transitionnelle au Mali, alors que d'autres sont invité-e-s à rédiger un argumentaire destiné au Tribunal sur l'indépendance judiciaire au Guatemala, à analyser les accords de paix en Colombie, à réaliser une étude sur la prévalence de la violence sexuelle au Pérou ou à assister des avocat-e-s haïtien-ne-s dans la libération de femmes détenues abusivement depuis plusieurs années.

Au cours de l'année 2015-2016, 40 missions de coopération volontaire ont été organisées par ASFC et ses partenaires dans 10 pays (Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Guatemala, Haïti, Honduras, Mali, Maroc, Pérou, Tunisie). Plus de la moitié de ces missions ont été réalisées dans le cadre du projet *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF) qu'ASFC mène en consortium avec le Bureau international des droits des enfants (IBCR).

Les résultats du projet PRODEF en un coup d'œil :

- 648 personnes dont 376 femmes bénéficient d'une protection accrue de leurs droits;
- 251 victimes de violations des droits humains dont 137 femmes ou filles bénéficient de meilleurs services de représentation juridique;
- 397 personnes dont 239 femmes ou filles informées quant à leurs droits et préparées à faire face aux différentes étapes du processus judiciaire;
- 41 dossiers d'assistance judiciaire ou de litige stratégique appuyés par des volontaires;
- Recommandations faites aux autorités concernant 6 propositions législatives en matière de droits des femmes et/ou des enfants;
- 62 avocat-e-s et juristes dont 51 femmes renforcent leur capacité à agir en faveur de la protection des collectivités vulnérables.



LES VOLONTAIRES INTERNATIONAUX SONT DES LEADERS

« La coopération internationale constitue pour moi l'une des expériences les plus riches tant sur le plan personnel que professionnel. Elle requiert autant d'humanisme, d'ouverture aux autres que d'humilité. »

Clémentine Sallée
Conseillère juridique volontaire pour ASFC au Guatemala (2011-2012) actuellement Associée chez Blakes

LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIERES
ABOGADOS SIN FRONTERAS

Partager, sensibiliser et mobiliser

Encore cette année ASFC a participé dans ses pays d'intervention, au Canada et ailleurs dans le monde à une multitude d'ateliers, de conférences, de fora, de tables rondes et d'activités qui ont permis de partager et faire rayonner les valeurs et les principes d'action d'ASFC, de sensibiliser les actrices et acteurs de la justice tout comme le grand public et de les mobiliser en faveur des droits humains et de l'accès à la justice. En voici quelques exemples au Canada et aux États-Unis :

- Les 2 et 3 octobre 2015 a eu lieu à l'École du Barreau du Québec à Montréal le Forum annuel d'ASFC en partenariat avec le Bureau international des droits des enfants (IBCR) sous le thème «Violences sexuelles: quels accompagnements pour les victimes?». Réunissant des praticien(ne)s et expert(e)s locaux et internationaux, le Forum a constitué une opportunité de réflexion approfondie sur les enjeux et les bonnes pratiques liés à l'accompagnement des victimes de violences sexuelles.
- Le 19 octobre 2015 lors de la Conférence annuelle de l'Association canadienne des juristes de l'État à Québec, conférence «Le rôle des juristes de l'État dans la protection des droits humains: enjeux, obstacles et risques ailleurs dans le monde».
- Le 5 novembre 2015 à la Conférence annuelle du Conseil canadien de droit international (CCDI) à Ottawa, conférence «L'avocat de droit international dans la mire des médias».
- Le 5 novembre 2015, présentation «The Colombian Peace Process» à Affaires mondiales Canada à Ottawa.
- Le 8 décembre 2015, atelier d'ASFC à Affaires mondiales Canada à Ottawa «Using Justice and Strategic Litigation to Fight Impunity for Gender-Based Violence».



Campagne de sensibilisation réalisée par ASFC et son partenaire Procuraduría de derechos humanos (Protecteur du citoyen) dans le cadre du projet «Lutte contre l'impunité face aux violences faites aux femmes et autres graves violations des droits humains au Guatemala».

- Le 16 février 2016 à l'Université Concordia à Montréal, atelier «Sexual violence as a Weapon of War: Tackling the Culture of Impunity».
- Le 18 mars 2016 à New York, dans le cadre du séminaire «Impunity, responsibility and citizenship in Haïti», présentation «The Duvalier Case: Emblematic, Indispensable and Far from Over».
- Le 4 avril 2016, en collaboration avec le Barreau de Québec, la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux (CCJIPDF) et la Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH) de la Faculté de droit de l'Université Laval, entretien exclusif entre Reed Brody, conseiller juridique et porte-parole de Human Rights Watch, Fannie Lafontaine, directrice de la CDIPH et titulaire de la CCJIPDF, et Pascal Paradis sur le thème «De Habré à Duvalier en passant par Pinochet et Ríos Montt: Au cœur de la chasse aux dictateurs et criminels de guerre».
- Les 16-17 juin 2016, au Forum «Future Directions on Access to Justice: Scaling Access to Leave No One Behind» organisé à Ottawa par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l'Open Society Justice Initiative (OSJI), présentation d'ASFC «Access to justice: how issues of scaling and sustainability play out in lower income countries».

Le 30 juillet 2015 à Québec, ASFC a co-organisé et co-animé, avec le ministre des Affaires étrangères du Canada Rob Nicholson, une table ronde avec la société civile et madame **Zainab Hawa Bangura**, Sous-Sectaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la question des violences sexuelles commises en conflit.

Prêt de salle : **BARON LAFRENIÈRE**
AVOCATS

asfcana.ca
 [@ASFCanada](https://twitter.com/ASFCanada)

PUBLICATIONS



Renforcement de l'accès à la justice et du litige stratégique pour les cas de violence contre les femmes

(Guatemala, en espagnol)



Jurisprudence et pratiques en matière d'enquête et de poursuite des cas de

(Guatemala, en espagnol)



Mémoire présenté à la chambre criminelle de première instance de la Cour d'appel

commis contre le groupe



Étude de cas à la lumière du principe de complémentarité du Statut de Rome: mécanismes de l'impunité dans la justice colombienne

(Colombie, en espagnol)



Les mineurs en conflit avec la loi en Haïti



Mémoire présenté à la Cour constitutionnelle de la Colombie sur le droit à la réparation des personnes réfugiées et déplacées

(Colombie, en espagnol)



Contributions des décisions des tribunaux «justice et paix» aux droits des femmes – Étude de cas
(Colombie, en espagnol)



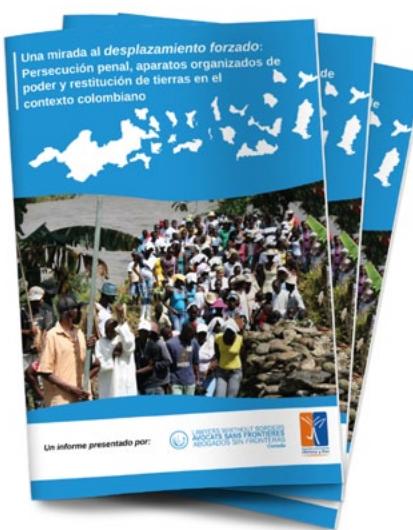
Mémoire sur l'indépendance judiciaire présenté à la Cour constitutionnelle du Guatemala
(Guatemala, en espagnol)



Mémoire en faveur de la libération de Raïf Badawi
(en français, anglais et arabe)



Guide d'accompagnement juridique - Haïti



Regard sur le déplacement forcé: poursuites pénales, appareils organisés de pouvoir et restitution des terres dans le contexte colombien
(Colombie, en espagnol)

ÉQUIPE ASFC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Miguel Baz

Secrétaire adjoint de la société et chef divisionnaire, opérations juridiques, Bell Canada

Jean François Bonin

Conseiller juridique, ministère de la Justice du Canada, secteur du droit public et des services législatifs

Pierre Brun

Avocat, Melançon Marceau Grenier et Sciortino

Luc Coté

Avocat, consultant senior en droit international, coordonnateur des questions de droit, MINUSTAH

Martin Imbleau

Vice-président, Développement de l'entreprise et énergies renouvelables, Gaz Métro

Fannie Lafontaine

Avocate, professeur agrégée, directrice de la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux et co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire, Université Laval

Madeleine Lemieux

Avocate, Paradis Lemieux Francis

L'ÉQUIPE DU SIÈGE

Magalie Altman

Coordinatrice d'événements

Caroline Arbour

Technicienne en ressources humaines

Emmanuelle Audet-Boucher

Chargée de projet

Olympe Baudoïn

Adjointe à la direction

Catherine Côté

Agente de programme

Edouard Delaplace

Directeur des affaires juridiques

Elyse Desjardins

Conseillère juridique et agente de programme

Camille Gagné-Raynauld

Agente de programme

Martin Gemme

Agent de programme

Marie-Eve Houdé

Conseillère en ressources humaines et développement

Orsolya Kizer

Conseillère juridique

María Guadalupe López Hernández

Directrice de la programmation

Pascal Paradis

Directeur général

Jeanne Pariseau

Agente communications et événements

Gaël Pétillon

Conseillère juridique

Luz Amadith Pocco Ramirez

Technicienne en administration

Marie-Josée Simard

Coordonnatrice administration et finances

Philippe Tremblay

Conseiller juridique principal



STAGIAIRES

Marc-André Alain
Vallery Bayly
Daniel Berlinguette-Poulin
Jessica Bertrand
Fiona Cook
Brice Dikoume
Chloé Duffort
Andrew Gibbons
Emilie Farrel
Isabel Garza
Elise Mercier
James-Patrick Cannon
Madeline Ritchie
David Sauvageau
Maria Teresa Castillo
Komi Vinyo Moti

COOPÉRANT-E-S VOLONTAIRES

Armando Acuna
Stelsie Angers
Sarah-Maude Belleville
Lylia Benabid
Alexandra Billet
Frédérique Bourque
Élisabeth Brousseau
Laurence Brunet-Balwin
Annabel Busbridge
Christopher Campbell-Duruflé
Luc Côté
Jihane Chikhi
Caroline Dufour
Benoît Gingras
Geneviève Girard
Roland Hung
Korotoumou Kanta
Sonja Karrash
Laurianne Ladouceur
Danielle Lamy
Valérie Latreille
Maroussia Lévesque
Elisabeth Patterson
Andrés Felipe Peña Bernal
Andrée-Anne Perrault-Girard
Camille Provencher
Antoine Stomboli
Marie-Laure Tapp
Estefania Vargas
Patricia Vargas
Dominic Voisard

Odile Caron (IBCR)
France Lévesque (IBCR)
Wendy Moran (IBCR)
Claudia Nuñez del Arco (IBCR)
Béatrice Pinot (IBCR)
Malika Saher (IBCR)
Justine St-Jacques (IBCR)



LES ÉQUIPES SUR LE TERRAIN

Colombie

Simon Crabb

Avocat - Coordonnateur de projet

Josefina Peña

Administratrice

Carolina Pímentel

Chef de mission

Guatemala

Cynthia Benoist

Chef de mission au Guatemala

Antonio Rafael Campos Olivero

Conseiller juridique principal

Marie-Audrey Girard

Conseillère juridique

Dominic Voisard

Conseiller juridique

Gonzalo Guoz

Comptable

Haïti

Blaise Ndala

Représentant ASFC en Haïti

Jean Raymond Jean

Chauffeur

Mali

Aliou Bah

Responsable violence basée sur le genre - égalité femmes et hommes

Willy Buloso

Responsable litige stratégique

Oumou Bolly Diallo

Responsable aide juridique / assistance judiciaire

Dramane Diallo

Responsable gestion de l'intégrité/lutte contre la corruption

Moulaye Louis Keita

Administrateur comptable

Gervais L'Heureux

Chef de mission

Adama Tangara

Logisticien

Korka Témé

Caissier

Cheick Amadou Tidiani Sanogho

Chauffeur et assistant logisticien

Korotoumou Touré

Responsable dialogue social

Rodrigue Vosden

Chauffeur

Brahima Kone

Conseiller juridique spécial, responsable litige stratégique

Aboubacrine Mahamar Maiga

Responsable Justice transitionnelle

Sylviane Puertas

Coordonnatrice administration, finances et logistique



ASFC tient à saluer la mémoire de Me Brahim Koné, décédé le 2 mai 2016.

Défenseur des droits humains, avocat engagé et figure de proue de la lutte contre l'impunité au Mali et en Afrique, Me Koné manquera à tous ceux qui, comme il le faisait, œuvrent au quotidien pour que justice soit rendue aux victimes. Sa volonté et sa détermination demeureront une source d'inspiration.

BÉNÉVOLES

Les réussites d'ASFC au Canada et à l'étranger reposent sur l'engagement bénévole essentiel de centaines d'individus épris de justice. Merci à nos bénévoles !

| | | | | |
|---------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|
| Marc-André Alain | Isabelle Choquette | Sarah Gauthier | Geneviève Magnan | Pierrick Rouat |
| Magali Altman | Sébastien Clark | Andrew Gibbons | Frédéric Maheux | Samuel Rousseau-Mascolo |
| Daphne Anastassiadis | Jean-Sébastien Clément | Daphnée Glorieux | Louis Masson | Bruno Roy |
| Audrée Arcelin | Arnaud Cloutier | Rebecca Goksu | Zeïneb Mellouli | Dominique-Anne Roy |
| Marianne Archambault-Lalliberté | Camille Cloutier | Laurence Gosselin | Laurent Ménard | Yvon Roy |
| Mathilde Asselin Van Coppenolle | Marie-Noël Collin | Julia Grignon | Elise Mercier | Véronique Saad |
| Jean-Pierre Augustin | Fiona Cook | Gregory Guyard | Antoine Meunier | Samuel Samson |
| Nouha Baâli | Mélissa Coulombe-Leduc | Adeline Hamelin-Groleau | Érika Miklosic | David Sauvageau |
| Frédéric Bachand | François Courteau | Mario Hébert | Ailsa Miller | Louise Sauvé |
| Mikaël Barj | Marie-Pier Cyr | Sarah Hébert-Tremblay | Danielle Mongeon | Marc Sauvé |
| Vallery Bayly | Nader Daher | Angie Herrera | Sylvianne Noël | Sébastien Savage |
| Miguel Baz | Roland Daignault | Leah Hughes | Michael Osvath-Langlais | Yasmina Sentissi |
| Antoine Beauchemin | Philippe Dancause | Martin Imbleau | Habiba Oufkir Morissette | Hugues Surprenant |
| François-Xavier Beaudry | Guillaume Demers | Denis Jacques | Emily Ann Painter | Jeelan Syed |
| Marie-Charlotte Beaudry | Claude Désormeaux | Daniel Johnson | Emily Painter | Chantal Thériault |
| Olivier Beaulieu | Céline Di Mantova | Hasnaa Kadiri | Alex Palma | Angéline Therrien-Lapointe |
| Julia Bellehumeur | Brice Dikoume | Peter Kalichman | Nicole Paquet | Luc Thibaudeau |
| Sarah-Maude Belleville | John Dodge | Amara Khy | Pierre-André Paradis | Seydina Touré |
| Svava Bergmann | Anne Duchênes | Laurence Lafond | Jean-François Paré | Hélène Tremblay |
| Daniel Berlinguette-Poulin | Danièle Drolet | Fannie Lafontaine | Marie-Ève Paré | Pierre-Armand Tremblay |
| Julien Berthelet | François Ducharme | Awatif Lakhdar | Elisabeth Patterson | Gabrielle Tremblay |
| Jessica Bertrand | Chloé Duffort | Marjolaine Landry | Andrée-Anne Perreault-Girard | Estefania Vargas |
| Marie-Pierre Blais-Ménard | Caroline Dufour | François Lane | Yves Pétillon | Élise Veillette |
| Martin Blanchette | Alexia Dufour | Julie Langois | Pierre Pilote | Karina Veilleux |
| Ivan Boiarsky | Félix-Antoine Dumont | Bernard Larocque | Denise Pope | Komi Vinyo Moti |
| Ilona Bois-Drivet | Sophie Dupont | Doris Larrivée | Julia Poulin | Véronique Wattiez-Larose |
| France Bonneau | Erika Escalante | Valérie Latrelle | Jean-Paul Proulx | |
| Pierre Brun | Emilie Farrel | Elizabeth Latulippe | Émily Raby-Roussel | |
| Steeves Bujold | Mariana Ferolla Vallandro do Valle | Bresolin | Claude Racicot | |
| Christopher Campbell-Duruflé | François Filion | Marie-Claude Lavallée | Tiran Rahimian Bajiran | |
| James Patrick Cannon | Philippe Fortier | Martine Lavoie | Jean-Charles René | |
| Victoria Cantillo | Élodie Fortin | Normand Lavoie | Katherine Richardson | |
| André Capretti | Émilie Fortin | Ariane Leclair-Fortin | Madeline Ritchie | |
| Maria Teresa Castillo | Jacques R. Fournier | Allison Lee | Antoni Robert | |
| Chloé Cébron | Pierre C. Gagnon | Léa Lemay-Langlois | Patrick Robert | |
| John Chedid | Éric Gamache | Madeleine Lemieux | Isabelle Rochette | |
| Joanne Chriqui | Isabel Garza | Yixin Li | Sébastien Rochette | |
| | Christian Gauthier | Sofia Lopez-Bancalari | Genesis Rondon Diaz | |
| | | Sylvain Lussier | | |

GROUPES UNIVERSITAIRES

Marie-Noël Collin

Coordonnatrice du réseau universitaire

Annabelle Faubert

Présidente - Université Laval

Julia Poulin

Présidente - Université de Sherbrooke

Esther Dionne Desbiens

Présidente - Université McGill

Christina-Eleni Papadopoulos

Présidente - Université de Montréal

Sarah Hébert-Tremblay

Présidente - Université d'Ottawa automne 2015

Coordonnatrice du réseau universitaire depuis mai 2016

Elise Veillette

Présidente - Université d'Ottawa hiver 2016

Amélie Côté

Présidente du Colloque 2016

Actifs à Québec, Ottawa et Montréal, les membres du réseau universitaire participent à des recherches dirigées qui servent concrètement au travail de renforcement de l'accès à la justice des communautés vulnérables. Leur premier Colloque interuniversitaire a rassemblé plus de 200 personnes autour de la défense des droits humains et de la primauté du droit à l'échelle mondiale.

La créativité, le professionnalisme et l'engagement des groupes universitaires doivent être soulignés. Ils leur permettent de sensibiliser efficacement leur communauté aux enjeux de droits humains et d'organiser des activités de financement mobilisatrices.

CLINIQUES ET PROGRAMMES UNIVERSITAIRES

ASFC a de nouveau compté sur l'appui exceptionnel de la Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH) de la Faculté de droit de l'Université Laval pour la réalisation de mandats essentiels à l'avancement de dossiers d'ASFC dans plusieurs pays.

Cette année, plus d'une dizaine d'étudiant-e-s de premier et de deuxième cycle de l'Université Laval ont investi plus de 1 500 heures au bénéfice d'ASFC et de ses partenaires sur le terrain. En échange, ces étudiant-e-s bénéficient d'une expérience pratique et d'un encadrement pédagogique leur permettant de parfaire leurs compétences académiques et professionnelles.

Fannie Lafontaine

co-directrice

Julia Grignon

co-directrice

Erick Sullivan

directeur adjoint

Victoria Cantillo

Céline Di Mantova

Mariana Ferolla Vallandro do Valle

Chantal Thériault

Marie-Pier Cyr

Chloé Duffort

Marianne Archambault-Laliberté

Nouha Baâli

Antoni Robert

Mathilde Asselin Van Cop.

Claude Racicot



ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

La campagne de financement 2015-2016 a connu un succès sans précédent et a permis de récolter une somme globale de **265 000 \$**.

Défi caritatif sportif

Le 24 avril 2016, ASFC a participé pour une deuxième année consécutive au Défi caritatif de Montréal. Cette année, 12 participant-e-s ont couru et amassé ensemble **5 000 \$**.

Félicitations et merci au coureur-euse-s et donateurs !

8^e édition du spectacle bénéfice

C'est sous la présidence de la très honorable Beverley McLachlin, juge en chef de la Cour suprême du Canada, que des personnalités de la magistrature et du barreau, des relations internationales, du monde des affaires et du milieu politique se sont réunies à l'Astral à Montréal pour un spectacle haut en couleurs.

Plusieurs invités de marque étaient présents, dont la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Madame Christine St-Pierre et l'honorable Jacques R. Fournier, juge en chef de la Cour supérieure du Québec. Le spectacle était animé par Marie-Claude Lavallée, animatrice à la radio 98,5 FM.

Merci aux artistes volontaires, aux bénévoles, aux spectateurs et aux commanditaires qui ont exprimé leur solidarité avec la cause et en ont fait un succès financier avec un montant record de plus de **243 000 \$**.

Merci aux donateurs de biens et services :



DOMAINE DU RIDGE

l'Astral
Commandité par Bell Média



De haut en bas :

Le juge en chef de la Cour supérieure du Québec, l'honorable Jacques R. Fournier lors du spectacle-bénéfice d'ASFC le 26 mai 2016 à Montréal.
© Marcel Carrière

L'équipe d'ASFC lors du défi caritatif le 24 avril 2016 à Montréal au Parc Jean-Drapeau. © Luc Pariseau

L'invitée d'honneur de la soirée-bénéfice d'ASFC, la très honorable Beverley McLachlin, juge en chef de la Cour suprême du Canada, accompagnée du directeur général d'ASFC, Me Pascal Paradis. © Ivan Boiarski

INFORMATION FINANCIÈRE

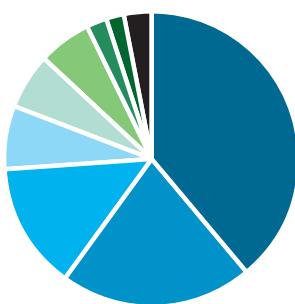
ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS POUR L'EXERCICE
TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

| RÉSULTATS ET ACTIF NET | 2016 | 2015 |
|--|------------------|------------------|
| PRODUITS | | |
| Contributions des bailleurs de fonds pour les programmes | 3 601 519 | 1 214 920 |
| Financement privé | 265 613 | 237 779 |
| Financement public | 33 294 | 31 700 |
| Autres | 23 489 | 8 993 |
| Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles | 1 004 | 2 089 |
| TOTAL | 3 924 919 | 1 495 481 |

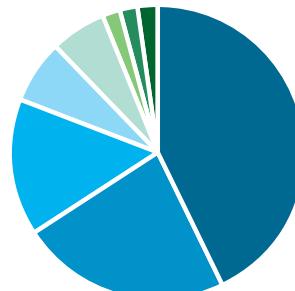
| CHARGES | 2016 | 2015 |
|---|------------------|------------------|
| Programmes | 3 171 707 | 1 076 688 |
| Autres projets; activités de développement; sensibilisation et communications; administration | 336 608 | 405 569 |
| Activités de financement | 22 036 | 25 396 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 2 971 | 7 142 |
| TOTAL | 3 533 322 | 1 514 795 |

| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | 2016 | 2015 |
|--|---------|---------|
| Actif net au début | 154 009 | 173 323 |
| Actif net à la fin | 545 606 | 154 009 |

| SITUATION FINANCIÈRE | 2016 | 2015 |
|--|------------------|------------------|
| ACTIF À COURT TERME | | |
| Encaisse | 1 137 365 | 943 538 |
| Autres créances | 157 994 | 57 382 |
| Frais payés d'avance | 10 731 | 8 551 |
| | 1 306 090 | 1 009 471 |
| ACTIF À LONG TERME | | |
| Immobilisations corporelles | 275 | 3 246 |
| TOTAL | 1 306 365 | 1 012 717 |
| PASSIF À COURT TERME | | |
| Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement | 113 919 | 65 516 |
| Apports reportés | 635 536 | 776 655 |
| Contributions des membres reportées | 11 304 | 15 533 |
| | 760 759 | 857 704 |
| PASSIF À LONG TERME | | |
| Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles | - | 1 004 |
| | 760 759 | 858 708 |
| ACTIF NET NON AFFECTÉ | | |
| | 545 606 | 154 009 |
| TOTAL | 1 306 365 | 1 012 717 |



Sources de financement



Répartition des charges par programmes

DONATEURS

Partenaires financiers - Programmes



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) -
Ambassade du Canada en Haïti

Fondation Connaissance et Liberté -
Haïti

Activity supported by the
Canada Fund for Local Initiatives
Activité réalisée avec l'appui du
Fonds canadien d'initiatives locales

Canada

Fondasyon konesans ak libète
FOKAL
Fondation connaissance & liberté

Direction du Développement et de la
Coopération suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Union européenne



Ministère des Affaires étrangères de la Norvège
Ambassade de Norvège au Guatemala



Ministère des relations internationales
et de la Francophonie du Québec

*Relations
internationales
et Francophonie*

Québec

Partenaires sans frontières (25 000\$ et plus)



Partenaires (10 000\$ et plus)



Mécènes (5 000\$ et plus)



Les avocats et notaires
de l'État québécois



Commanditaires (2 500\$ et plus)

Accuracy
Autorité des marchés financiers
Barreau de Montréal

Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)
Canadien National (CN)
Davies

Fonds de solidarité FTQ
Gaz Métro
Norton Rose Fulbright
SNC-Lavalin

Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Stikeman Elliott

Bertrand, Deslauriers Avocats
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Claude Tremblay

Chambre des notaires de Québec
Francine Lamy- Médiation et arbitrage Inc.
Hydro-Québec

Marcel A. Desautels
Melançon Marceau Grenier Sciotino
Miller Thomson
Osler, Hoskin & Harcourt LLP

Rita de Santis- Députée de Bourassa-Sauvé
Sibylla Hesse
Wilson & Lafleur Ltée

Donateurs de services

Services juridiques - corporatif et propriété intellectuelle



Services juridiques -
affaires gouvernementales



Services juridiques -
droit du travail



Services juridiques-
Recherche et traduction



Planification stratégique



Graphisme et développement web



Relations publiques et gouvernementales



Graphisme

Paul-Mathieu Nicolaï

Technologies de l'information

Pierre-André Paradis

Ressources humaines

Marie-Eve Houde

Donateurs (500\$ et plus)

Aéroport de Montréal

André Surprenant

Cabinet Me Hugues Langlais

Caisse d'économie Solidaire Desjardins

Claire L'Heureux-Dubé

Jean-Sébastien Clément

La Capitale

LCM Avocats inc.

Le Groupe Nouraie

Loto-Québec

Madeleine Lemieux

Miguel Baz

Mira Gauvin

Pascal Paradis

Syndicat canadien de la fonction publique

(SCFP-Québec)

ZSA



ASF Canada

Avocats sans frontières Canada

825, rue Saint-Joseph Est, bureau 230, Québec (Québec), G1K 3C8, Canada
T: 1.418.907.2607 • F: 418.948.2241 • info@asfcana.ca • www.asfcana.ca